

La bataille de la reconstruction commence

Article rédigé par *Jean-Germain Salvan*, le 11 avril 2003

Le conflit entre l'Irak et l'alliance constituée autour des États-Unis ont au moins prouvé une chose : nous sommes hors jeu, nous l'ONU, nous les Européens, et surtout nous les Français.

La déconsidération de l'ONU parmi les responsables américains et de nombreux Européens est totale, depuis l'absence de réactions lors du génocide perpétré par les Khmers rouges au Cambodge (1975-1978), depuis les massacres du Rwanda (1994), depuis ceux de Srebrenica (1993), et pour couronner le tout, l'élection de la Libye à la présidence du comité des droits de l'homme. Il est donc futile d'espérer que l'ONU jouera une partition majeure dans la reconstruction de l'Irak. De même, puisque certains Européens ont refusé de participer au conflit, il est vain d'espérer qu'ils obtiennent des responsabilités au Proche et au Moyen-Orient la paix revenue... La France va incontestablement payer le rôle qu'elle a voulu jouer dans cette affaire.

Comment les Américains vont-ils procéder ? Ils ont déjà annoncé la nomination d'un proconsul, chargé d'assurer la transition entre le gouvernement militaire américain et la transition vers un régime démocratique irakien. Il y aura encore quelques attentats, peut être un peu de guérilla urbaine, mais les Irakiens ont bien vu que leur marge de manœuvre est étroite, et qu'en dehors des discours vibrants, l'aide des États arabes et musulmans sera nulle. Les Américains disposent d'émigrés de qualité, souvent chiites, réfugiés aux États-Unis depuis quelques années : il paraît vraisemblable que la majorité d'un futur gouvernement irakien sera chiite, même si des personnalités sunnites et kurdes y seront associées.

Le problème crucial sera la reconstruction et son financement. On peut estimer que la guerre coûtera au moins 100 milliards de dollars aux Alliés. Les dettes de l'Irak, avant le conflit de 2003, étaient évaluées entre 100 et 400 milliards de dollars. Même en doublant la production de pétrole de l'Irak, il ne sera pas possible de rembourser simultanément les dettes du pays et de le reconstruire : il y en a au moins pour une dizaine d'années si l'on veut rapidement améliorer la vie des Irakiens. D'autant plus que la tentation sera grande de faire baisser les cours du pétrole pour faciliter une reprise mondiale et pour assécher les finances des États qui soutiennent le terrorisme...

Enfin satisfaire les revendications des Kurdes sans inquiéter la Turquie ne sera pas facile.

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à [Décryptage](#)

> [Suivre le débat des lecteurs "Spécial Irak"](#)

>